



Newsletter FISCALE | Octobre 2024



**Loi de finances pour 2025,  
à quoi devez-vous vous attendre ?**

---

Retrouvez notre newsletter complète sur : [www.onelaw.fr](http://www.onelaw.fr)



# LE PROJET DE LOI DE FINANCES



**LE 10 OCTOBRE 2024**

Il a été présenté au Conseil des ministres.



Débats parlementaires en cours depuis le 21/10.  
Actuellement en discussion à l'Assemblée nationale,  
avant d'être examiné par le Sénat.



**Doit être publié au Journal officiel avant le 31 décembre 2024.**



L'examen de ce projet de loi suscite de nombreux amendements, ce qui pourrait modifier considérablement le texte initial. Le recours à l'article 49.3, permettant au gouvernement de faire adopter la loi sans vote, est également évoqué dans le contexte des débats animés.





# FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE SUR LES BÉNÉFICES :



Projet de **contribution temporaire** pour les entreprises de **plus de 1 milliard d'euros de CA**, finalement **rejeté par amendement**.



## NOUVELLE TAXE SUR LA RÉDUCTION DE CAPITAL :



Une taxe de **8 %** pourrait s'appliquer aux entreprises ayant un CA de **plus de 1 milliard d'euros** si elles annulent des actions rachetées. Cette taxe serait calculée sur **la réduction de capital** et une partie **des primes liées au capital**.



## AUTRES MESURES POUR 2025 :



- **Imposition minimale mondiale :**  
Taux relevé à 23 % en 2025, 25 % en 2026.
- **Baisse progressive de la CVAE :** Échelonnée jusqu'en 2028.
- **Régime des fusions :** Adaptation pour les scissions partielles.

# FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Les principales mesures qui visent à ajuster la fiscalité en fonction des revenus, de la résidence et du patrimoine :

①

## INDEXATION DU BARÈME DE L'IMPÔT SUR LE REVENU :

Les tranches d'impôt et le prélèvement à la source seront indexés sur la prévision d'inflation 2024 (2 %).

②

## RÉGIME FISCAL DES NON-RÉSIDENTS :

Confirme la primauté des conventions fiscales internationales pour déterminer la résidence fiscale.

③

## FIN DE L'AVANTAGE LMNP :

À partir de 2025, les amortissements déduits pour les locations meublées non professionnelles seront pris en compte dans le calcul de la plus-value lors de la vente.

④

## CONTRIBUTION SUR LES HAUTS REVENUS :

Introduction d'une contribution minimale de 20 % pour les revenus supérieurs à 250 000 € (célibataires) et 500 000 € (couples), prévue de 2024 à 2026, mais des amendements visent à la rendre permanente.

⑤

## AUTRES MESURES :

- Restrictions sur l'utilisation du PEA pour certains titres (BSPCE).
- Prorogation de l'abattement pour les dirigeants de PME jusqu'en 2031.
- Proposition d'un impôt sur les très hauts patrimoines, appelé «impôt Zucman», pour les patrimoines supérieurs à 1 milliard d'euros.

# FOCUS MESURES TVA

1



## TVA ET ÉNERGIES FOSSILES :

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, la fourniture et l'installation de chaudières fonctionnant avec des énergies fossiles ne bénéficieront plus des taux réduits de TVA de 5,5 %, et 10 % pour les travaux dans les logements de plus de deux ans.

- Amendement I-3281 :  
Maintient le taux réduit pour les chaudières hybrides utilisant des énergies fossiles en appoint.
- Amendement I-3481 :  
Garantit que les énergies de récupération restent éligibles au taux réduit pour la chaleur dans des réseaux vertueux.

2



## TARIFS D'ACCISE :

Un article initial proposait de supprimer le taux réduit de TVA de 5,5 % sur les abonnements d'électricité et de gaz, tout en compensant cette suppression par des modifications des tarifs des accises. Cet article a été supprimé par amendement, ce qui maintient le bénéfice de ce taux réduit.

3



## TVA SUR LE LOGEMENT SOCIAL :

Plusieurs amendements (I-487, I-2046, I-2265, I-2555) introduisent une TVA à 5,5 % pour la construction et la rénovation de logements sociaux.



# FOCUS IMPÔTS LOCAUX

## NOUVELLE LÉGISLATION SUR LE PLANCHONNEMENT DES VALEURS LOCATIVES DES LOCAUX PROFESSIONNELS



**L'article 16** du projet de loi vise à contrer la jurisprudence du Conseil d'État sur la **révision des valeurs locatives des locaux professionnels**.

En effet, alors que **l'administration fiscale** ne tenait compte pour le calcul du « **planchonnement** » que de la valeur locative révisée de 2017, le Conseil d'État avait **jugé qu'il fallait actualiser chaque année cette valeur locative**, rendant nécessaire un **recalcul annuel du planchonnement**.

**L'article 1518 A quinquies, III** du CGI serait donc **modifié** afin de préciser expressément que, pour calculer la différence entre la valeur locative non révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et la valeur locative révisée, **celle-ci serait retenue au 01/01/2017**.

La pratique de l'administration fiscale, qui consiste à **cristalliser la situation** au 1<sup>er</sup> janvier 2017, **serait donc légalisée**. La fixité du « planchonnement » s'appliquerait **de façon rétroactive** aux **impositions dues à compter de 2023**, sous réserve des impositions contestées avant la présentation du projet de loi de finances en Conseil des ministres (avant le 10 octobre 2024).





# FOCUS SUR LES AMENDEMENTS À RETENIR



## LES PRINCIPALES MESURES FISCALES PROPOSÉES



- **AUGMENTATION DU PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE UNIQUE (PFU) :**  
Le taux passe de 30 % à 33 %, avec l'impôt sur le revenu à 15,8 % (augmentation de 12,8 %) et les prélèvements sociaux à 17,2 %, inchangés.
- **CONDITION DE DÉTENTION POUR EXONÉRATION DE PLUS-VALUE SUR LES RÉSIDENCES PRINCIPALES :**  
Réintroduction d'un délai de cinq ans pour bénéficier de l'exonération de plus-values sur la résidence principale, avec des exceptions.
- **NOUVELLE TAXE DE SOLIDARITÉ SUR LES DIVIDENDES :**  
Une taxe de 10 % sera appliquée aux entreprises françaises redevables de l'IS, avec un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards d'euros.
- **ALIGNEMENT DE LA FISCALITÉ DE L'ASSURANCE-VIE SUR CELLE DES DROITS DE SUCCESSION :**  
Les contrats d'assurance-vie seront soumis à une fiscalité similaire à celle des droits de succession en ligne directe.
- **MODIFICATION DU RÉGIME MÈRE-FILLE :**  
Limite l'application du régime aux filiales de l'UE ou de l'EEE et plafonne les déductions fiscales pour celles hors UE. Les holdings seront exclues du régime fiscal mère-fille, leurs bénéfices étant soumis à l'impôt sur les sociétés classique.



# FOCUS SUR LES AMENDEMENTS À RETENIR



## LES PRINCIPALES MESURES FISCALES PROPOSÉES



- **CRÉATION DES JEUNES ENTREPRISES D'INNOVATION À IMPACT (JEII) :**  
Cible les entreprises combinant innovation et impact social, avec un avantage fiscal de 40 % sur les investissements jusqu'en 2027.
- **REHAUSSEMENT DE L'ABATTEMENT POUR LES DONATIONS :**  
L'abattement pour les donations et successions en ligne directe sera porté à 120 000 euros.
- **ACTIONNARIAT SALARIÉ DANS LES PME ET ETI :**  
Assouplissement des conditions fiscales pour les attributions gratuites d'actions, étendant le sursis d'imposition à 25 % des salariés.
- **TVA RÉDUITE SUR L'ÉLECTRICITÉ ET LE GAZ :**  
Instaurée à 5,5 % pour les consommations essentielles.
- **OBLIGATION DE REMBOURSEMENT DU CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE (CIR) :**  
Les entreprises délocalisant devront rembourser le CIR des trois dernières années et perdront ce droit pour trois exercices futurs.





## CONTACTEZ NOS ÉQUIPES

### **Siège social :**

2 quai du commerce, 69009 Lyon

**Tél :** 04 72 16 10 68

**Site :** [www.onelaw.fr](http://www.onelaw.fr)

### **Bureau secondaire :**

81 rue Saint-Lazare, 75009 Paris

